



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Travaux de voiries et d'aménagements extérieurs - site ARCELOR














Date et heure limites de réception des offres :

Mardi 12 aout 2025 à 12:00

Port autonome de Strasbourg

1 rue du Port du Rhin
CS80407
67002 Strasbourg Cedex

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Travaux de voiries et d'aménagements extérieurs - site ARCELOR
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	3
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Négociation	Sans
	Visite sur site	Visite obligatoire

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes	5
2.4 - Développement durable.....	5
3 - Les intervenants.....	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre.....	5
3.2 - Contrôle technique	6
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
4 - Conditions relatives au contrat	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 - Contenu du dossier de consultation.....	6
6 - Présentation des candidatures et des offres	7
6.1 - Documents à produire.....	7
6.2 - Visites sur site.....	8
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	9
7.1 - Transmission électronique.....	9
7.2 - Transmission sous support papier	10
8 - Examen des candidatures et des offres	10
8.1 - Sélection des candidatures.....	10
8.2 - Attribution des marchés.....	10
9 - Traitement des données personnelles.....	13
10 - Renseignements complémentaires	14
10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	14
10.2 - Procédures de recours.....	14

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne des travaux de voiries et d'aménagements extérieurs - site ARCELOR

Il s'agit d'un marché de travaux pour la réhabilitation de la rue du bassin de l'industrie, le prolongement de la conduite d'AEP, le renouvellement de l'éclairage public et le déplacement d'un parking poids lourd.

Lieu(x) d'exécution :

11 rue du Bassin de l'Industrie
67000 Strasbourg

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché à tranches sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Voirie et réseaux humides
02	Réseaux secs
03	Espaces verts et clôtures

La répartition par tranche pour chaque lot est la suivante :

Lot(s)	Tranche(s)	Désignation de la tranche
01	TF	Lots d'aménagement 1 à 4
	T0001	Lot d'aménagement 5
02	TF	Lots d'aménagement 1 à 4
	T0001	Lot d'aménagement 5
03	TF	Lots d'aménagement 1 à 4
	T0001	Lot d'aménagement 5

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal		Description
45111291-4		Travaux d'aménagement du terrain
90611000-3		Services de voirie

Lot(s)	Code principal	Description
01	45232410-9	Travaux d'assainissement
02	45233228-3	Travaux de construction de revêtements de surface
03	45342000-6	Pose de clôtures
03	45112710-5	Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le pouvoir adjudicateur a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle des publics en difficulté.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Dans ce cadre, **le titulaire s'engage à réaliser le nombre d'heures d'insertion porté à l'acte d'engagement.**

Dans le cadre de ses objectifs de développement durable, le pouvoir adjudicateur a décidé de prévoir des conditions d'exécution et des critères d'attribution sur le volet environnemental.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

SETUI Infrastructures

65 Rue de la Semm- Entrée2
68000 Colmar

Le maître d'œuvre est représenté par M. Michael COLADANT

3.2 - Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

BTP Consultants
Agence Strasbourg
1 Rue Evariste Galois
67201 ECKBOLSHEIM

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution prévisionnel des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le plan général de coordination (PGC)
- L'attestation de visite
- Le cadre du mémoire technique justificatif
- Le cadre du questionnaire environnemental

Par le seul fait de soumissionner, le candidat reconnaît avoir pris connaissance de la totalité de ces documents et en accepte les termes sans aucune modification.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours (inclus) avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non
--	-----

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre pour tous les lots :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE)	Non
Le cadre mémoire technique justificatif complété selon le cadre fourni dans le DCE des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Le mémoire justificatif devra respecter le cadre fourni dans le DCE et devra comporter au maximum 25 pages. <ol style="list-style-type: none"> 1. Compréhension des enjeux et des points critiques (pollution du site, nappe, bassin noyade, co-activité, interface autres lots...) 2. Composition de l'équipe dédiée au projet (avec organigramme, CV et références des personnes) et moyens matériels 3. Méthodologie mise en place (mode opératoire, point d'arrêt, description des procédures, contrôle qualité, description des fournitures, sécurité, assistance après mise en service) 4. Planning détaillé et phasage (avec points d'arrêts et prise en compte des autres lots) 5. Au moins 3 références similaires (type de travaux, type de site, régional, moins de 5 ans) 	Non
L'attestation de visite signée par le candidat et par le représentant du pouvoir adjudicateur chargé de la visite	Oui
Le questionnaire environnemental complété selon le cadre fourni dans le DCE	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

La visite sera assurée par le bureau de Maitrise d'œuvre SETUI. Veuillez prendre contact avec M. COLADANT par courriel (michael.coladant@setui.fr). Les dates des visites sont :

- Jeudi 10/07/25 de 9h00 à 12h00

- Jeudi 17/07/25 de 9h00 à 12h00

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://alsacemarchespublics.eu>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**Port autonome de Strasbourg
Pôle Achats / Marchés
1 rue du Port du Rhin
CS80407
67002 Strasbourg Cedex**

La copie de sauvegarde peut également être transmise par voie dématérialisée, à l'adresse suivante :

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60.0
2-Valeur technique	35.0
2.1- Compréhension des enjeux et des points critiques	5.0
2.2- Composition de l'équipe dédiée au et moyens matériels	5.0
2.3-Méthodologie mise en place	15.0
2.4-Planning détaillé et phasage	5.0
2.5-Références similaires	5.0
3-Performances en matière de protection de l'environnement	5.0
3.1- Limitation des nuisances aux riverains/occupants	1.0
3.2- Préservation du sous-sol et du milieu naturel	2.0
3.3- Traitement des déchets	2.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Le critère n°2 "**Valeur technique**" sera analysé sur la base des éléments transmis par les soumissionnaires dans leur mémoire technique.

- Pour l'analyse du sous-critère n°2.1 "*Compréhension des enjeux et points critiques*" le pouvoir adjudicateur prendra en compte la compréhension des enjeux et points critiques du projet par le candidat (pollution de l'eau, présence de terres polluées, risque de noyade, bassin, site en exploitation, co-activité, interface autres lots, respect du planning...)

Ce sous-critère se verra attribuer une note entière sur 5 suivant le barème suivant : Non renseigné (0), insuffisant (1), moyen (2.5), bon (3.5), très bon (5).

- Pour l'analyse du sous-critère n°2.2 "*Composition de l'équipe*" le pouvoir adjudicateur prendra en compte la composition consolidée de l'équipe dédiée au projet avec un organigramme avec CV à jour (5 dernières années avec références), les expériences et compétences de chacun, le rôle précis de chacune des personnes avec un organigramme et les moyens matériels mis en place (outils, machines, sécurité...)

Ce sous-critère se verra attribuer une note entière sur 5 suivant le barème suivant : Non renseigné (0), insuffisant (1), moyen (2.5), bon (3.5), très bon (5).

- Pour l'analyse du sous-critère n°2-3 "*Méthodologie appliquée lors de l'exécution des prestations*", le pouvoir adjudicateur prendra en compte la méthodologie mise en place par l'entreprise pour assurer la réalisation des prestations (mode opératoire, point d'arrêt, description des procédures, contrôle qualité, sécurité sur chantier, fiche technique des fournitures, assistance après mise en service,).

Ce sous-critère se verra attribuer une note entière sur 15 suivant le barème suivant : Non renseigné (0), insuffisant (3), moyen (7), bon (12), très bon (15).

- Pour l'analyse du sous-critère n°2-4 "*Planning détaillé et phasage*", le pouvoir adjudicateur prendra en compte le planning détaillé des études et travaux de nature à l'éclairer sur la capacité réelle du candidat à effectuer les prestations dans les délais imposés et la prise en compte des contraintes. Celui-ci-devra faire apparaître l'enchaînement des missions par co-traitant et sous-traitant (s'ils sont nécessaires), les autres lots, les travaux réalisés par ARCELOR, les éventuelles optimisations envisagées en terme délais, ainsi que les points d'arrêt.

Ce sous-critère se verra attribuer une note entière sur 5 suivant le barème suivant : Non renseigné (0), insuffisant (1), moyen (2.5), bon (3.5), très bon (5).

- Pour l'analyse du sous-critère n°2-5 "*Références similaire*", le pouvoir adjudicateur prendra en compte la présentation à minima de trois références en lien avec le projet de nature à l'éclairer sur la capacité réelle du candidat à effectuer les prestations. Les références devront avoir moins de 5 ans, être réalisées dans le Grand Est, de même typologie et ordre de montant de travaux.

Ce sous-critère se verra attribuer une note entière sur 5 suivant le barème suivant : Non renseigné (0), insuffisant (1), moyen (2.5), bon (3.5), très bon (5).

Le critère n° 3 "**Performances en matière de protection de l'environnement**", sera analysé sur la base des éléments transmis par les soumissionnaires dans leur questionnaire environnemental.

- Pour l'analyse du sous-critère n°3.1 "*Limitation des nuisances aux riverains*" le pouvoir adjudicateur prendra en compte les justificatives fournis par le candidat.
 - Pour l'analyse du critère n°3. 1.1 "*Bruits*", sera analysé sur la base d'une note de 0.5 point, avec la méthode d'analyse suivante :
 - 0.5 points : Le candidat répond de manière affirmative, il propose une solution et il justifie sa réponse.
 - 0.25 point : Le candidat répond de manière affirmative, il propose une solution mais il ne justifie pas sa réponse.
 - 0 point : Le candidat ne propose aucune solution
 - Pour l'analyse du critère n°3. 1.2 "*Poussières*", sera analysé sur la base d'une note de 0.5 point, avec la méthode d'analyse suivante :
 - 0.5 points : Le candidat répond de manière affirmative, il propose une solution et il justifie sa réponse.
 - 0.25 point : Le candidat répond de manière affirmative, il propose une solution mais il ne justifie pas sa réponse.
 - 0 point : Le candidat ne propose aucune solution
- Pour l'analyse du sous-critère n°3.2 "*Préservation du sous-sol et du milieu naturel*" sera analysé sur la base des éléments transmis par les soumissionnaires dans leur questionnaire environnemental.
 - Pour l'analyse du critère n°3.2.1 « *Préservation du sous-sol et du milieu naturel* », sera analysé sur la base d'une note de 2 points, avec la méthode d'analyse suivante :
 - 2 points : Le candidat répond de manière affirmative, il propose une solution et il justifie sa réponse.
 - 1 points : Le candidat répond de manière affirmative, il propose une solution mais il ne justifie pas sa réponse.
 - 0 point : Le candidat ne propose aucune solution
- Pour l'analyse du sous-critère n°3.3 "*Traitement des déchets*" sera analysé sur la base des éléments transmis par les soumissionnaires dans leur questionnaire environnemental.
 - Pour l'analyse du critère n°3.3.1 « *Traitement des déchets* », sera analysé sur la base d'une note de 2 points, avec la méthode d'analyse suivante :
 - 2 points : Le candidat répond de manière affirmative, il propose une solution et il justifie sa réponse.
 - 1 points : Le candidat répond de manière affirmative, il propose une solution mais il ne justifie pas sa réponse.

- 0 point : Le candidat ne propose aucune solution

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 candidats les mieux classés suite à la première analyse. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Traitement des données personnelles

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, à savoir notamment le Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Les conditions des traitements de données personnelles réalisés dans le cadre du présent marché sont précisées à l'article 5 du CCAP.

Dans le cadre de la passation du marché, le pouvoir adjudicateur, en qualité de responsable de traitement, est amené à traiter des données personnelles concernant les candidats, le titulaire, leur personnel et son ou ses éventuel(s) sous-traitant(s) et/ou leur personnel. Ces données sont collectées parce qu'elles sont nécessaires au jugement des offres, à la passation du marché et à l'exécution du marché. Elles ne sont traitées qu'à ces seules fins par les services du pouvoir adjudicateur concernés par le marché. Les données ne sont conservées que pour une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées. Les personnes concernées disposent, à l'égard de ces traitements, d'un droit d'accès à leurs données, d'un droit à la rectification ou à l'effacement de celles-ci, du droit de demander la limitation du traitement, du droit de s'opposer au traitement, d'un droit à la portabilité de leurs données, et du droit de définir des directives relatives au sort de leurs données après leur mort. Pour exercer leurs droits, les personnes concernées peuvent contacter le Délégué à la protection des données du Port autonome de Strasbourg à l'adresse suivante : dpd@strasbourg.port.fr. En cas de manquement aux dispositions ci-dessus, les personnes concernées peuvent introduire une réclamation auprès de la CNIL. Le titulaire s'engage à protéger les données personnelles qu'il traite en relation avec la passation de ce marché et à informer les personnes dont il collecte et communique les données personnelles au pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions applicables du RGPD.

10 - Renseignements complémentaires

10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://alsacemarchespublics.eu>

Cette demande doit intervenir au plus tard le 25 juillet 2025.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

10.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix

BP 51038

67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23

Télécopie : 03 88 36 44 66

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou la publication de la décision de l'organisme.